

Victimes de la perte d'emploi

Les gouvernements doivent aller plus loin



De nos jours, peu de gens peuvent prétendre être à l'abri d'une perte d'emploi. L'annonce récente de la fermeture de l'usine de fabrication de cuisinières Whirlpool, à Montmagny, est révélatrice de la fragilité des emplois dans notre société.

En effet, comment expliquer que cette usine rentable et compétitive, de l'aveu même des dirigeants américains de cette multinationale, puisse cesser ses activités ? D'autant plus qu'elle est reconnue pour la qualité de sa main-d'œuvre et des relations du travail existantes.

Pourtant, le couperet est tombé : l'usine cessera progressivement ses activités à compter de mars 2004. Invoquant une surcapacité de production, la direction a annoncé que la fabrication des cuisinières serait, dès ce moment, répartie entre les trois autres usines de cette division de Whirlpool, dont deux sont situées aux États-Unis et l'autre au Mexique.

Cette nouvelle a mis en émoi toute la population de cette localité de quelque 13 000 habitants. En activité depuis 1867, ce joyau du patrimoine industriel de la région, qui emploie actuellement quelque 500 personnes, a permis à des générations de Magnymontois de gagner leur vie dans la dignité.

Chez les travailleurs, dont la moyenne d'âge est de 42 ans, ce fut la consternation, la décision leur paraissant autant injustifiée que révoltante. Mais les dirigeants du syndicat ont immédiatement réagi, d'abord pour s'assurer que le soutien de professionnels allait être accessible à tous les membres du personnel qui auraient besoin de vaincre leurs angoisses, leurs inquiétudes et leur insécurité à court et à moyen termes.

Par la suite, épaulés par la Centrale des syndicats démocratiques et par la Fédération démocratique de la métallurgie, des mines et des produits chimiques (CSD), les dirigeants syndicaux ont lancé un appel à la mobilisation régionale pour créer un comité de relance.

L'annonce d'une fermeture d'usine est toujours dramatique pour les travailleurs concernés, leur famille et leur entourage car perdre son emploi, c'est voir sa vie basculer, sans compter les multiples impacts qu'une telle annonce puisse avoir sur l'avenir socio-économique de la région.

Malheureusement, le cas de l'usine Whirlpool de Montmagny n'est pas un cas isolé : des milliers de travailleurs au Québec vivent chaque année un tel drame, que l'on pense aux fermetures récentes de Confection Sport ANS, à Victoriaville et de Blanchard Ness, à Saint-Hubert...

De telles situations nous interpellent dans notre action syndicale et dans nos stratégies concernant l'emploi. Chaque fois, les mêmes questions se posent : ces travailleurs auront-ils la possibilité de se trouver un autre emploi à des conditions comparables ? Pourront-ils continuer à vivre dignement ou seront-ils confinés à vivre en marge du marché du travail, à en être exclus en raison d'un manque de formation, de leur âge ou de leur état de santé ? Devront-ils se résigner à accepter des petits boulots précaires et mal rémunérés, en raison de leur situation ?

En dépit de la grande expertise que la CSD a développée pour venir en aide à ses membres et leur offrir un accompagnement visant leur réintégration au marché du travail, les besoins des travailleurs ayant perdu leur emploi excèdent son champ d'intervention et interpellent nos gouvernements au premier chef : ceux-ci doivent rehausser les programmes sociaux afin de soutenir toutes les victimes de perte d'emploi.

À cet égard, l'annonce de l'adoption d'une politique gouvernementale d'éducation des adultes et de formation continue, qui doit être faite à la fin du mois d'avril par le gouvernement du Québec, est accueillie avec satisfaction par la CSD. L'application de cette politique viendra sûrement renforcer les dispositifs existants et sera susceptible d'offrir des alternatives mieux adaptées aux exigences d'employabilité imposées aux travailleurs par les nouvelles réalités du marché du travail.

Mais il est utopique de prétendre que ces seules mesures pourront constituer une solution appropriée à toute personne victime de la perte de son emploi.

C'est pourquoi les gouvernements doivent corriger une injustice criante qu'ils ont eux-mêmes créés, en rétablissant le plus rapidement possible un programme de soutien du revenu pour les travailleurs âgés qui perdent leur gagne-pain.

Il s'agit, pour la CSD, d'un programme essentiel ainsi que l'expression d'une nécessaire solidarité vis-à-vis de citoyens qui, en payant leurs impôts durant toute leur vie active, ont contribué à l'édification et à l'essor de notre société.

C'est un principe de justice sociale que la CSD continuera à revendiquer tant que les gouvernements s'entêteront à abandonner ces travailleurs. ☺

François Vaudreuil

Président, Centrale des syndicats démocratiques (CSD)